

AYA - Appui aux indiens Yanomami d'Amazonie

15, Chemin de la Vi-Longe - CH - 1213 Onex / Genève - CCP 17-55066-2

Quelques brèves concernant l'Amazonie et les Indigènes du Brésil

AYA Info - No 81

Genève, le 28 mars 2013

"AYA Info" est en ligne sur quatre sites Internet* : Humanitaire.ws, MCI, Plateforme autochtones et Secoya

Plus de 4'000 projets d'exploitation minière dans 152 Terres Indigènes d'Amazonie

Ce sont 4'220 projets d'exploitation minière dans 152 Terres Indigènes (TI) d'Amazonie brésilienne que l'Institut Socio-environnemental – ISA a dénombré récemment. Pour 74 de ces TI c'est plus de 50% de leur territoire qui est concerné et pour 32 d'entre – elles, c'est même plus de 90% ! La TI Yanomami en compte 657, couvrant 54% de son territoire. La recherche et l'exploitation de l'or entrent pour plus de la moitié – 2'260 - de ces projets. Cinq sociétés minières ont déposé 1'356 demandes, soit 32 % du total. À elle seule, *Mineração Silvana Industria e Comercio Ltda* en compte 690 et, en deuxième position, *Vale SA* avec 210. La Constitution de 1988 prévoit qu'il appartient au Congrès d'autoriser cette exploitation dans les TI. Un [projet de loi](#) (No 1.610) de 1996 est en discussion au Parlement. Ce texte a été présenté par deux députés, Padre Ton et Edito Lopes, aux délégués indigènes lors de la dernière réunion de la Commission Nationale de Politique Indigéniste, le 5 décembre 2012. Ces derniers ont rappelé que ce thème a été amplement débattu dans toutes les régions du pays à l'occasion des discussions relatives au "[Statut des Peuples Indigènes](#)". Un chapitre entier de ce document est consacré à la recherche et à l'exploitation des ressources minières dans les TI. Ce Statut a été remis à la Chambre des Députés en août 2009 sans avoir encore été inscrit à son ordre du jour. Du point de vue des indigènes, le thème de l'exploitation minière ne doit pas être débattu séparément du Statut. D'une manière générale, ils sont opposés à l'ouverture des Terres indigènes à l'exploitation minière. Récemment, les participants à la 42^e Assemblée générale des peuples indigènes de Roraima ont adressé une [lettre](#) à la Présidente de la république, Dilma Rousseff. Ils reprochent au PL 1.610 de ne pas donner aux peuples indigènes le droit de refuser un projet minier et de ne prévoir aucune garantie de sauvegarde de leurs lieux sacrés et d'habitation : "*cela génère un état de claire agression à la survie culturelle de nos peuples*". Ils demandent de paralyser les travaux parlementaires sur le PL 1.610 et de donner la priorité à l'approbation du "Statut des Peuples indigènes" qui, lui, prévoit un droit de refus de la part des communautés indigènes (art. 88). Un avis, allant dans le même sens, a été exprimé par des leaders indigènes d'Amazonie lors d'une [rencontre](#) organisée, sur le même sujet par la FUNAI, les 25 et 26 mars à Manaus.

La maladie de Chagas heureusement moins négligée

Être "chagastique" sans le savoir, en souffrir, voire en mourir, et peut-être transmettre l'affection, a été pendant longtemps un risque négligé, parce qu'elle-même, la maladie de Chagas était négligée. La vectrice est une punaise hématophage, la [Triatomine](#) quand elle-même est infectée par un parasite pathogène, le [Trypanosome cruzi](#). Les habitats préférés de ces insectes sont certaines variétés de palmiers, notamment les Piaçava, leurs fibres, et leurs feuilles quand ces dernières sont utilisées pour la couverture des habitations. Généralement, la maladie se transmet à l'être humain d'abord par les piqûres de l'insecte ou par absorption de boissons ou d'aliments infectés. Elle se répand ensuite de différentes manières : par une mère infectée à son enfant pendant la grossesse ou l'accouchement, par transfusion de sang et transplantation d'organes de donneurs infectés. Dans sa phase aiguë, accompagnée de fièvre, elle peut provoquer des furoncles ou des œdèmes. Dans sa phase chronique, de durée variable, elle peut être à l'origine d'atteintes cardiaques, digestives ou neurologiques. À l'origine, limitée à l'Amérique centrale et du sud, la maladie s'est progressivement mondialisée avec les voyages et les migrations. En particulier sous l'influence de l'Organisation Mondiale de la Santé – OMS et d'autres institutions, davantage de mesures sont prises maintenant pour dépister la pathologie, en limiter l'extension et soigner les personnes atteintes. Par exemple, en [Suisse](#), où les experts estiment entre 2'000 et 4'000 le nombre de porteurs potentiels de cette maladie, depuis le début de cette année, les centres de transfusion sanguine ont introduit une question supplémentaire (No 12) au [questionnaire](#) médical que doivent remplir les donateurs de sang. En Amazonie brésilienne, la Fondation Oswaldo Cruz – [Fiocruz](#) est un acteur de longue date dans la lutte contre la maladie. En juin 2012, elle a édité un [manuel](#) de formation destiné aux techniciens – "microscopistes" et laborantins - chargés de la détection de la maladie de Chagas. L'objectif est de pouvoir détecter chaque année des dizaines de cas de phases aiguës de la maladie. La Fiocruz a également financé deux cours pour les Agents Indigènes de Santé présents dans les communautés Yanomami de l'État d'Amazonas. Il y a là une population à risque. En effet, bon nombre de Yanomami récoltent la Piaçava dont les fibres sont utilisées pour la fabrication de balais, de

brosses et autres objets. En 2012, un premier cours a été organisé à São Gabriel da Cachoeira. Un second a eu lieu en décembre 2012 à Barcelos, mais malheureusement avec peu de participants, ce qu'a vivement regretté la Fondation. Ces deux exemples montrent que le front de lutte contre cette maladie s'est élargi. Elle est maintenant moins négligée. (Voir aussi "[AYA Info](#)" No 49 du 30/04/2010)

Almir Suruí, Docteur "Honoris Causa" de l'Université fédérale de Rondônia

Almir Narayamoga Suruí, le leader du peuple [Suruí Paiter](#) a reçu, le 8 mars, le titre de Docteur "Honoris Causa" de l'[UNIR](#), l'Université fédérale de Rondônia. La Rectrice de l'Université, Maria Berenice Alho da Costa Tourinho a rappelé l'importance de décerner ce titre à Almir : "*L'Université publique doit prendre en compte l'engagement du récipiendaire, dans le passé et dans le présent, en faveur de causes qui ennoblissent l'humanité... Ce titre exprime aussi le désir de l'UNIR de rendre hommage et d'appuyer la lutte de tous les peuples indigènes de Rondônia.*" Auparavant, Almir avait pris la parole pour remercier la professeure Bérénice et les autres professeurs du département de géographie : "*Je me sens honoré par cet hommage historique en Rondônia [que] je dédie à ma mère et à toute ma famille qui m'ont éduqué et appuyé dans ma lutte pour le développement soutenable et pour les droits humains.*" Almir est connu à Genève où il est soutenu par l'association [Aquaverde](#). En juin 2007, il était présent à la Fête du développement durable. À cette occasion, un palmier Açai a été planté dans l'une des serres du Jardin botanique de la Ville.

Plusieurs fois [menacé](#), comme par exemple en 2009 quand il avait dû quitter sa région, Almir a déjà aussi été honoré. Ainsi, à Genève en octobre 2008, il a reçu le prix "Droits de l'Homme" de la Société Internationale des Droits de l'Homme – [SIDH](#). Il est aussi connu pour avoir un partenariat avec Google, la société américaine qui, sur son logiciel Google Earth, a mentionné les dangers que les *madeiros* - les exploitants forestiers - font courir à la Terre Indigène (TI) [Sete de Setembro](#) qui abrite près d'un millier de Suruí Paiter.

La FGC se mobilise pour le maintien du budget cantonal de la solidarité internationale

Au mois d'octobre, une [majorité](#) de députés du Grand Conseil genevois, formée du Parti Libéral Radical - PLR, de l'Union Démocratique du Centre – UDC et du Mouvement Citoyen Genevois – MCG a refusé l'entrée en matière sur le projet de budget 2013 présenté par le Conseil d'Etat. Cette majorité a jugé le projet trop déficitaire et pas assez en faveur de la sécurité. Au début novembre 2012, la section genevoise du Parti Libéral Radical – PLR a formulé dix [propositions](#) sur le budget cantonal genevois 2013. Parmi celles-ci, le transfert à la Direction (fédérale) du Développement et de la Coopération – DDC, des montants - environ 16 millions de CHF** - affectés à la solidarité internationale et la suppression du Bureau (cantonal) de la solidarité internationale. Une telle détermination de porter atteinte à la pratique genevoise de la solidarité internationale est sans précédent. Une majorité des membres de la Commission des finances du Grand Conseil, chargée de préparer le budget, n'a pas voulu de cette proposition. Mais maintenant, il est question d'une coupe linéaire de 2% sur tous les postes du budget. Les députés ne sont pas encore parvenus à se mettre d'accord. La discussion a été reportée au mois d'avril. Cette situation a inquiété la Fédération Genevoise de Coopération – FGC qui regroupe une soixantaine d'ONG actives dans de nombreux pays. Elle a rendu public un [appel](#) aux députés, signé par de nombreuses personnalités et près de 3'000 personnes : "*Il ne saurait être question que Genève assainisse ses finances en portant préjudice à son rôle international au détriment des plus démunis de la planète*". Pour rappel, la [loi](#) prévoit que la contribution cantonale à la solidarité internationale devait atteindre 0.7% du budget de fonctionnement du Canton. En 2010, le montant de 16 millions représente 0,2% du budget. En [2011](#), les organisations internationales établies à Genève avaient tenu 2'688 réunions, auxquelles avaient participé 198'745 experts et délégués. Les dépenses engagées cette année-là par ces organisations ont juste dépassé les 5 milliards de francs suisses. Pour le canton, la comparaison entre le "donné" et le "reçu" se passe de commentaires ! À suivre...

* Le 26 février 2013, les membres de "Terra brasilis" ont décidé la dissolution de l'association puisque devenue sans objet. Le site Internet restera ouvert jusqu'en novembre prochain. La collection de tous les bulletins "AYA Info" sera hébergée sur le site de la Secoya. Un site Internet de AYA est à l'étude.

** Brochure FGC "[Solidarité Genève Sud 2010](#)", page 154 et suiv. et le tableau récapitulatif p.188 et 189

Bernard Comoli (avec l'aide de Pedro Albajar Viñas)

Important : L'activation des liens hypertextes renvoie aux sources utilisées pour la rédaction de ce bulletin. Elles sont souvent en portugais, sauf quand il s'agit d'anciens "AYA Info".

PS : Ces brèves sont souvent reprises, détaillées et illustrées, dans un blog du quotidien "La Tribune de Genève" à l'adresse suivante : <http://bcomoli.blog.tdg.ch>